

**L'évolution des déclarations fiscales
des sociétés pétrolières de 2017 à
2024 au Congo-Brazzaville**

Introduction

Le secteur pétrolier, pilier de l'économie congolaise et première source de recettes budgétaires, joue un rôle déterminant dans la mobilisation des recettes fiscales. Cette importance s'accompagne de la nécessité pour l'État de s'assurer du respect des obligations fiscales. Au fil des ans, le cadre légal et les méthodes de déclaration fiscale ont connu d'importantes évolutions au gré de la conjoncture économique mondiale et aux défis internes de la gouvernance.

Dans le système fiscal de la République du Congo, la déclaration constitue le mécanisme principal de mobilisation des recettes. Elle est, avec le paiement, l'une des obligations essentielles auxquelles est soumis tout contribuable qui y exerce une activité économique (article 461 bis du CGI, tome I).

La mobilisation des recettes fiscales issues du secteur pétrolier reste un enjeu majeur pour l'administration fiscale congolaise. Cette situation a conduit l'État à renforcer progressivement son cadre juridique et fiscal afin d'encadrer l'exploration, l'exploitation et la commercialisation des hydrocarbures, mais aussi de fiabiliser le suivi, la déclaration et le recouvrement des recettes issues de ce secteur stratégique.

Ce dispositif repose sur un ensemble de textes législatifs, réglementaires et internationaux qui fixent les droits et obligations des sociétés pétrolières, dans une logique de souveraineté des ressources et de transparence vis-à-vis des investisseurs.

L'existence de ce cadre a-t-il entraîné une amélioration réelle des déclarations souscrites par les sociétés pétrolières entre 2017 et 2024, en matière de conformité et de mobilisation des recettes fiscales ?

Cette présentation a pour objectif d'analyser l'évolution des déclarations fiscales dans le secteur pétrolier de la République du Congo (Brazzaville) et d'évaluer leur impact sur la mobilisation des recettes fiscales ?

Pour y répondre, nous examinerons d'une l'exposé du cadre juridique et fiscale applicable aux sociétés pétrolières, et d'autre part, l'analyse de l'évolution des déclarations fiscales sur la base des données statistiques de la direction des études et de la prévision de la direction générales des impôts et des domaines de la République du Congo pour la période allant de 2017 à 2024

Pour y répondre, nous examinerons d'une part, l'exposé du cadre juridique et fiscal applicable aux sociétés pétrolières, et d'autre part, l'analyse de l'évolution des déclarations fiscales sur la base des données statistiques de la Direction des Études et de la Planification de la DGID couvrant la période 2017-2024.

I- Cadre juridique

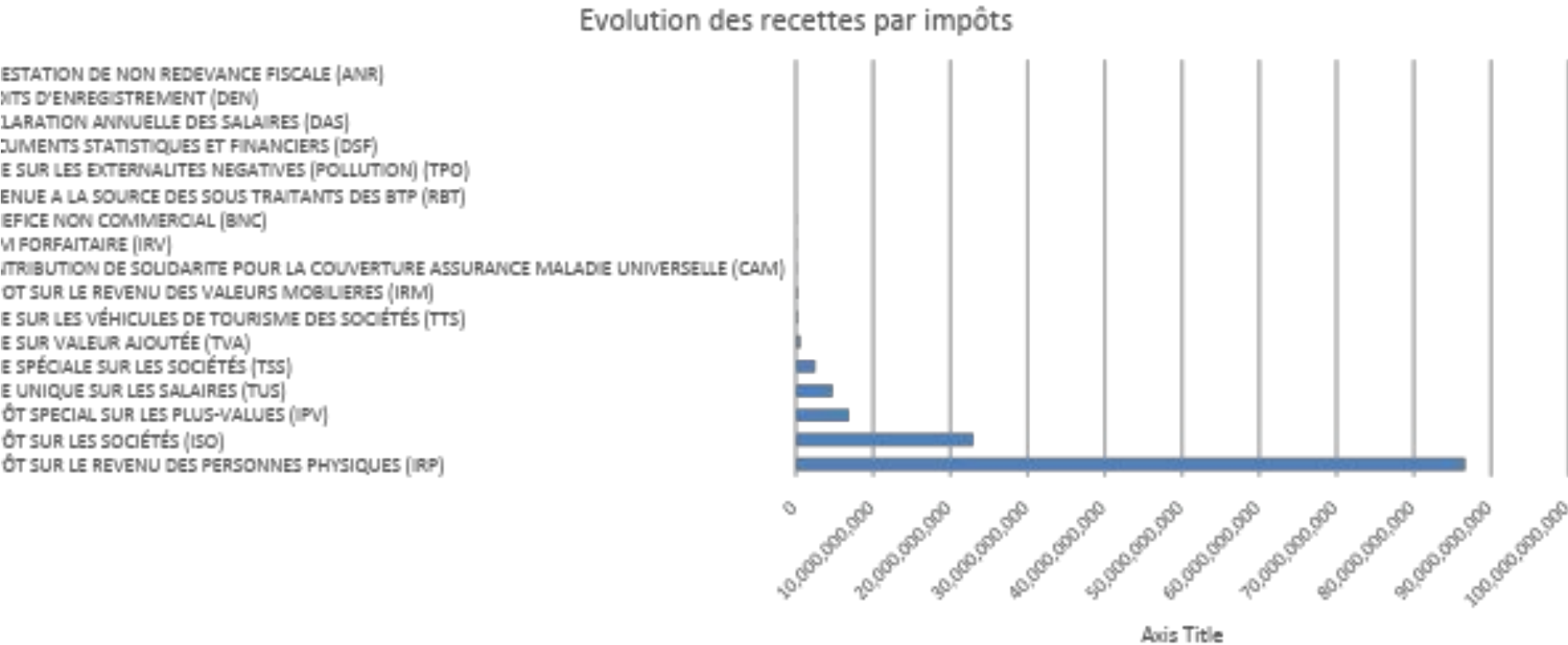
Les premières bases juridiques encadrant les activités pétrolières en République du Congo remontent aux ordonnances **n°8-68 et n°9-68 du 29 novembre 1968**, par lesquelles furent respectivement agréées la société *A.G.I.P. S.P.A.* et l'*Entreprise de Recherches et d'Activités Pétrolières (E.R.A.P.)* au régime II défini par la Convention commune sur les investissements dans les États de l'Union douanière et économique de l'Afrique Centrale. Ces conventions fixaient les droits et obligations des parties dans le cadre des activités exercées par AGIP et ERAP, inaugurant ainsi la structuration juridique du secteur pétrolier congolais.

Ce dispositif a progressivement évolué pour être abrogé par la loi **n°42-2019 du 30 décembre 2019** portant loi de finances pour 2020, qui a consacré le Code des Hydrocarbures (**loi n°28-2016 du 12 octobre 2016**) comme cadre unique et de référence. Ce Code organise désormais l'exploration, l'exploitation, le transport et la commercialisation des hydrocarbures, principalement à travers les contrats de partage de production et conventions spécifiques, et institue une fiscalité sectorielle propre aux titulaires de permis pétrolier. En 2023, le décret n° 2023-1337 du 12 octobre 2023 institut l'assujettissement à la TVA du secteur amont pétrolier a été promulgué pour renforcer le cadre déjà existant.

Parallèlement, il prévoit l'application complémentaire du Code Général des Impôts pour les dispositions de droit commun, tout en définissant les règles relatives à l'assiette, au recouvrement, au contrôle, aux sanctions, à la prescription et au contentieux. Enfin, la Constitution du 25 octobre 2015 consacre la souveraineté permanente de l'État sur les ressources naturelles, consolidant ainsi une architecture juridique et fiscale harmonisée et cohérente pour l'exercice des activités pétrolières en République du Congo.

II- l'analyse de l'évolution des déclarations fiscales sur la base des données statistiques de la Direction des Études et de la Planification de la DGID couvrant la période 2017-2024.

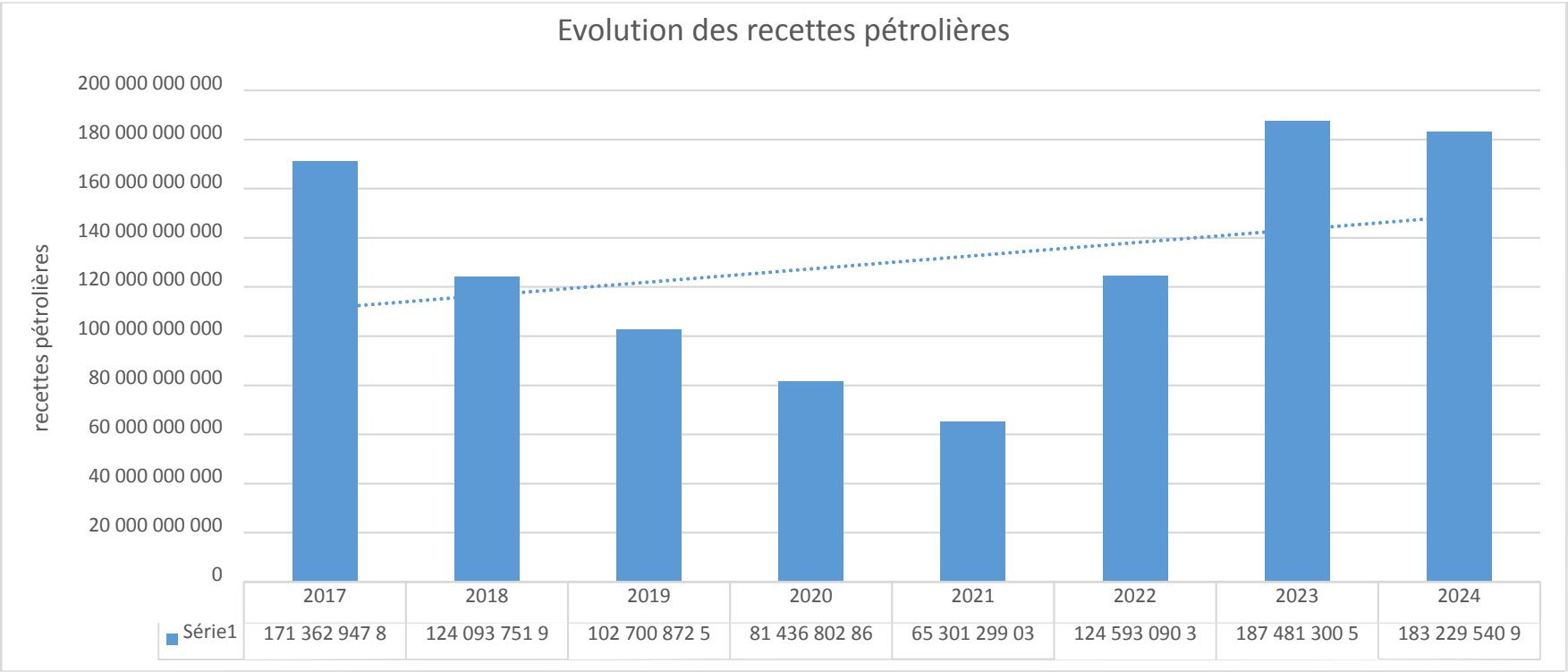
II.1- types et processus de déclaration



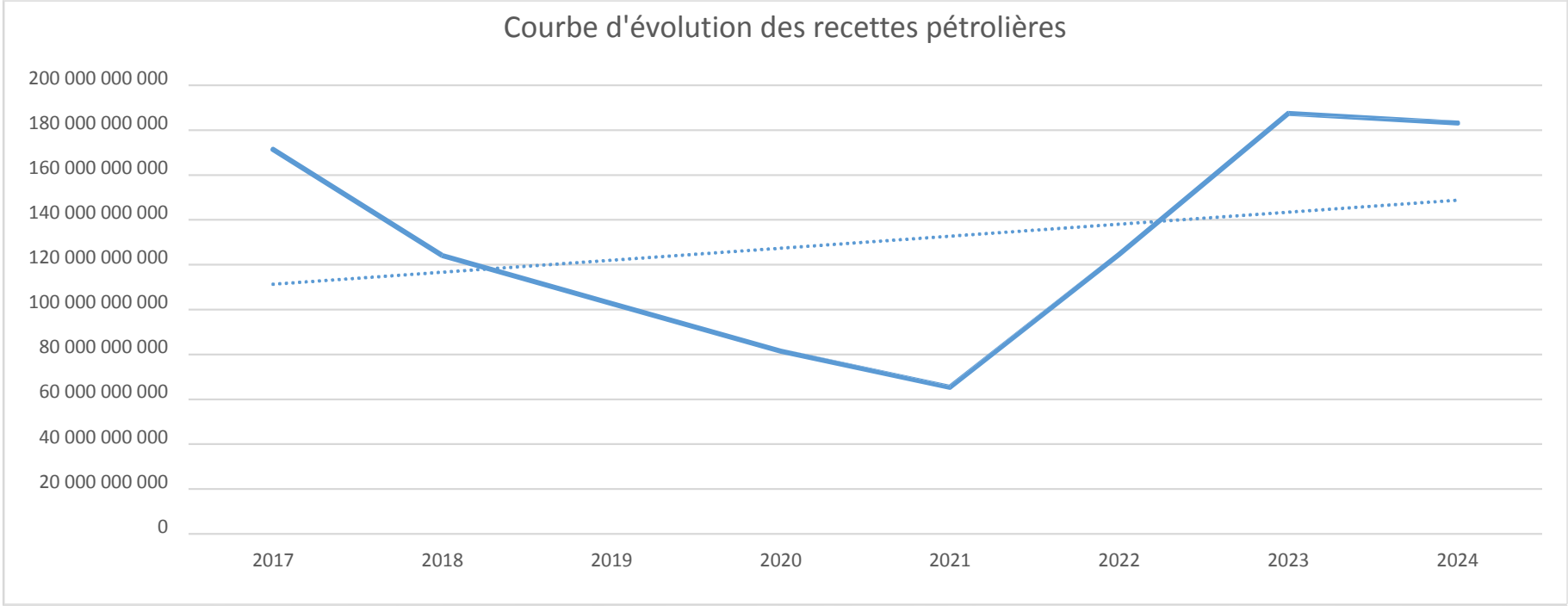
II.2- Evolution des recettes

Graphique 1 : évolution des recettes pétrolières par année

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes fiscales des sociétés pétrolières	171 362 947 853	124 093 751 914	102 700 872 542	81 436 802 863	65 301 299 032	124 593 090 322	187 481 300 595	183 229 540 971

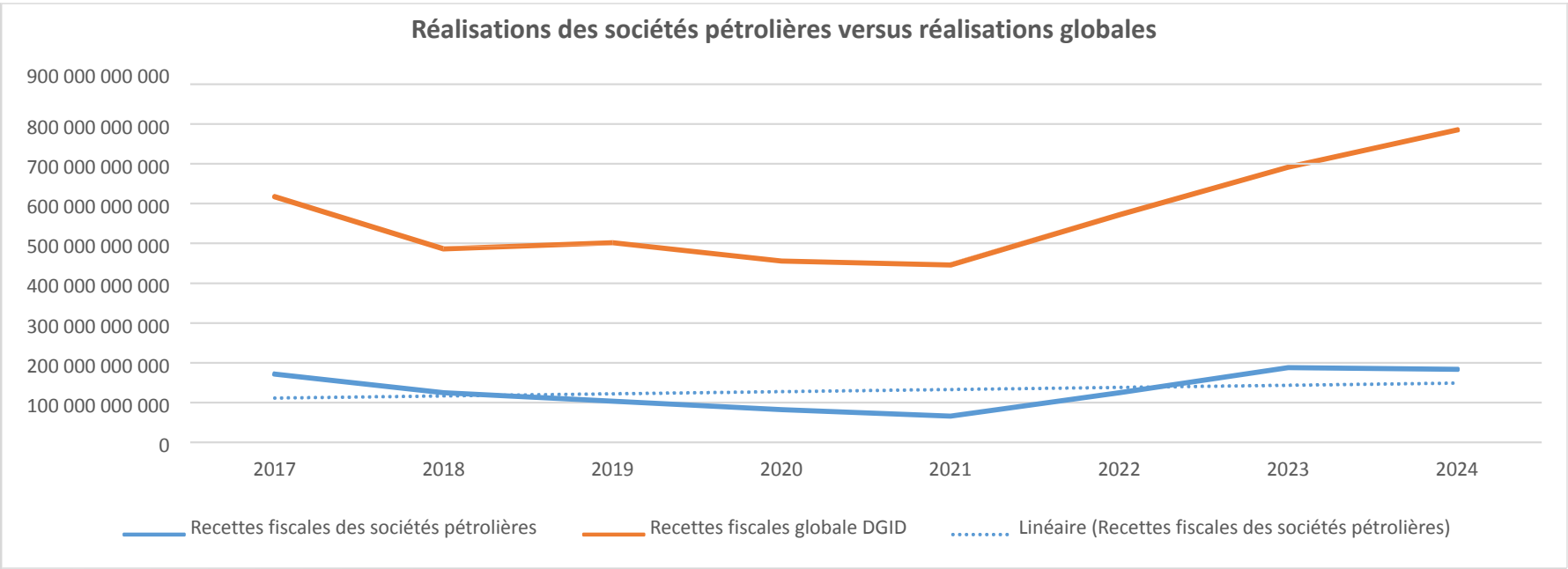


Courbe d'évolution des recettes pétrolières



Graphique 2 : contribution des recettes pétrolières dans les réalisations globale de la DGID

ANNEES	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes fiscales des sociétés pétrolières	171 362 947 853	124 093 751 914	102 700 872 542	81 436 802 863	65 301 299 032	124 593 090 322	187 481 300 595	183 229 540 971
Recettes fiscales globale DGID	617 566 730 259	485 846 650 476	501 642 668 514	455 379 069 269	445 744 780 030	571 714 052 064	692 019 839 858	785 265 907 504
Contribution des recettes pétrolières sur les recettes de la DGID	28%	26%	20%	18%	15%	22%	27%	23%



II.3- perspectives et recommandations

1. Renforcement des capacités des cadres et agents de l'administration fiscale ;
2. L'instauration d'un dialogue permanent entre l'administration fiscale et les acteurs du secteur pétrolier ;
3. Mettre en place une plateforme d'échange d'informations entre les différentes administrations concernées par le secteur pétrolier ;
4. Faire aboutir les échanges entre les pétroliers et les autorités congolaises en charge du secteur pétrolier en vue de l'application du décret n°2023-1337 du 12 octobre 2023 instituant l'assujettissement de la TVA du secteur amont pétrolier.

**JE VOUS
REMERCIE**